

**Hans De Cuyper**  
a été élu ce 19 octobre  
président d'Assuralia.

© DR



# ÉCONOMIE

## BNP Paribas Fortis ferme ses comptes pros au Congo

**BANQUES** Des entreprises belges sont concernées et fâchées par la mesure



BELGOLAISE

FERMETURES

### Une communication uniquement orale

Voilà de quoi un peu plus énerver les patrons belges « blacklistés » par BNP Paribas Fortis : « Le comble dans cette histoire est que nos banquiers nous ont expliqué qu'ils ne pouvaient nous communiquer l'obligation de fermer nos comptes qu'oralement, sous ordre de la direction française », explique un CEO qui préfère rester discret. « On m'a donc il y a quelques jours envoyé un formulaire dans lequel je suis censé volontairement fermer mes comptes BNP Paribas Fortis. Autant vous dire que je ne le ferai pas. Certains confrères, eux, ont déjà clôturé leurs comptes, n'ayant pas le choix. »

C.B. ET A.C.

La fin des activités de la Belgolaise, en 2005, témoignait déjà d'une époque révolue, qui avait vu la Société Générale de Belgique financer la colonisation du Congo. © PHOTO NEWS

► La banque a décidé de stopper ses transactions professionnelles avec le Congo pour des raisons de « compliance ».

► Le pays est considéré comme politiquement tendu.

► Mais la banque poursuit ses activités avec d'autres pays dits « à risque », liés historiquement à la France.

Voilà qui en étonnera plus d'un. Malgré un background historique et commercial fort entre la Belgique et la République démocratique du Congo, BNP Paribas Fortis a récemment demandé à ses clients dont les affaires sont liées aux pays d'Afrique subsaharienne de fermer définitivement leurs comptes en banque. Une décision (non négociable) qui traduit d'abord des exigences en « compliance » (respect des règles) toujours plus fortes dans les établissements financiers. Mais qui émane aussi en toute logique de l'actionnariat français de BNP qui semble d'abord servir les intérêts diplomatiques... de son pays d'origine.

« Nous sommes très surpris. Mon entreprise est cliente chez eux depuis plus d'un siècle ! Mon business est propre... Mais la banque explique qu'il s'agit d'une décision non discriminante. Le

profil du client n'est donc pas pris en compte. Autant vous dire que les agents BNP qui travaillent avec nous depuis des années sont, eux aussi, très ennuyés », explique un patron belge dont l'entreprise est installée au Congo, mais qui, actuellement en pourparlers avec l'institution, préfère rester anonyme.

Au siège de BNP Paribas Fortis, on ne commentera bien sûr pas la nouvelle. « Nous ne communiquons pas d'informations relatives à nos clients. Cela doit rester confidentiel », explique Valéry Halloy, porte-parole de l'institution. L'on sait cependant que depuis 2008, l'Europe et les Etats-Unis ne rigolent plus avec la régulation bancaire. Si la banque faisait du business avec qui elle le voulait avant, ce n'est donc plus le cas aujourd'hui. BNP Paribas (le groupe dont BNP Paribas Fortis est une filiale) a ainsi listé 129 pays où elle

ne souhaite plus avoir de présence physique (plus de siège social donc, NDLR). « La compliance est le problème numéro un des banques aujourd'hui. Ces dernières ont en particulier peur des amendes qu'elles risquent aux Etats-Unis. On l'a vu récemment avec la Deutsche Bank : les sommes réclamées sont démentielles et ne sont pas proportionnelles aux dommages causés », explique Bruno Colmant, Chief Economist chez Degroof-Petercam. Outre-Atlantique, une banque peut être en effet tenue responsable pénalement d'un délit commis par l'un de ses clients.

Risques de violation d'embargo, de blanchiment d'argent et de fraudes en tous genres doivent être à tout prix évités. Les zones géopolitiquement tendues, comme le Congo (lire ci-dessous), sont donc progressivement exclues des activités.

Quoique, certaines exceptions persistent. « Comment expliquez-vous dans ce cas que BNP Paribas ne remette pas en question sa présence au Tchad et au Congo Brazzaville ? », poursuit notre patron. Les deux pays sont respectivement un ancien protectorat et une ancienne colonie de la France...

### Le coup social d'une telle décision pour la Belgique ne doit pas être oublié

De là à parler d'un privilège diplomatique, il n'y a qu'un pas. « Je suis pour plus de régulation. Bien sûr. Il y a des problèmes en Afrique à ce niveau. Mais ici le banquier ne fait tout simplement plus son travail de banquier ! Les choses devraient être examinées au cas par cas », ajoute encore le dirigeant d'entreprise.

Qu'en dit le chef de la diploma-

tie belge ? Pas grand-chose. « Nous n'avons actuellement pas le temps de nous pencher sur la question », nous a-t-on répondu au cabinet du ministre des Affaires étrangères, Didier Reynnders.

La problématique mérite pourtant de l'intérêt : des règles de compliance radicales poussent des entreprises à se tourner vers des institutions bancaires plus petites, moins réputées et surtout moins régulées. Le coup social d'une telle décision pour la Belgique ne doit lui non plus pas être oublié. « Nous employons directement trois personnes dans nos bureaux bruxellois mais une dizaine indirectement : nos transporteurs, agents de douane... Et s'il faut déménager à Dubaï, nous le ferons. A contrecœur, c'est certain », conclut le patron. ■

COLETTE BRAECKMAN  
AMANDINE CLOOT

## la situation politique « Le président doit parler au plus vite »

En RDC, la situation politique est tendue avec un dialogue national qui se déroule avec des difficultés. Il s'agit d'une des raisons pour laquelle BNP a pris sa décision. Historien de renom, professeur à Paris VII, Elikia M'Bokolo était invité au dialogue national congolais au titre de « personnalité extérieure ». De passage à Bruxelles, il nous livre des impressions nuancées. « J'ai été frappé par la variété des participants : se sont retrouvés des représentants de partis politiques, mais aussi des églises et des musulmans congolais. Il y avait aussi des chefs coutumiers et de très nombreux jeunes (moins de 45 ans), des



Elikia M'Bokolo. © DR

femmes, des personnes handicapées, des délégués venus en grand nombre de l'intérieur du pays... » Pour Elikia M'Bokolo, « on était loin d'assister à une grand-messe : les représentants de l'opposition avaient posé comme préalable la libération des membres de Lucha (ce qu'ils ont obtenu), et si la rencontre a été prolongée c'est à cause des nombreux points de désaccord... ».

Pour M'Bokolo, les nuances sémantiques sont importantes : « Nous avons refusé le terme période de transition au profit de période intérimaire. En effet, il n'y a pas de vide constitutionnel, le président reste en place, mais le futur Premier ministre, issu de l'opposition, de-

vera s'appuyer sur une nouvelle majorité, issue du dialogue et beaucoup plus variée que la composition actuelle du gouvernement. » Les exigences de justice sociale ont-elles enfin été prises en compte ? « C'est de justesse que ce point figure dans les résolutions finales. Nous avons rappelé que c'est Zahiidi N'Goma - ancien vice-président congolais p de 2003 à 2006, NDLR -, décédé pendant le dialogue, qui avait été le premier à essayer d'imposer une échelle des salaires pour les agents de l'Etat... »

### « Tshisekedi est très isolé »

Que pense l'historien de l'exigence des Français et des Belges, qui veulent que M. Tshisekedi et l'ex-gouverneur Moïse Katumbi prennent part à un « nouveau

dialogue élargi » ? « Ils s'illusionnent peut-être sur la représentativité, l'audience des précités : M. Tshisekedi est très isolé, de nombreux membres de son parti, ont participé au dialogue. Quant à M. Katumbi, il est populaire au Katanga et aussi grâce à son club de football, mais qu'en est-il de son programme, de son parti ? C'est une sorte de Berlusconi à la congolaise, un populiste, très sympathique par ailleurs... Pour moi, deux tiers de la classe politique congolaise étaient représentés au dialogue. Ce n'était pas un simple marchandage entre gens achetés d'avance comme on a pu le dire... Par ailleurs, la préparation de trois élections en même temps (présidentielle, législatives, provinciales) s'annonce très difficile à me-

ner... »

Quant aux réticences de l'Occident, Elikia M'Bokolo se pose une question : « A la manœuvre, il y avait le médiateur togolais Edem Kodjo et l'Union africaine, soutenus par les pays de la région. D'où peut-être une certaine frustration dans le chef des « faiseurs de paix » occidentaux, qui se reflète aussi dans les positions de l'Eglise catholique : elle n'est plus au milieu du village... Cela étant, le gouvernement intérimaire, quelle que soit sa composition, devra donner priorité absolue au social, les entreprises d'Etat doivent engager du personnel. Quant au président, de toute urgence, il doit parler. Expliquer la situation, monter au créneau... » ■

C.B.